

Position du Groupe PPE

UN PACTE POUR LES AGRICULTEURS EUROPÉENS – LA VISION DU GROUPE PPE POUR L’AGRICULTURE EN EUROPE



Le Groupe PPE est le groupe des agriculteurs et des communautés rurales euro-péennes. Nous sommes là pour vous soutenir et défendre vos intérêts. Vous garnissez nos tables de denrées alimentaires nutritives et qualitatives. Votre production respecte les normes les plus strictes au monde. Vous prenez soin de la nature et transformez nos zones rurales en lieux de vie et de travail attractifs, incitant ainsi des communautés dynamiques à rester. Il s'agit là de biens publics qui profitent à tous. Les produits que vous savez si bien produire, selon le savoir-faire unique que vous avez perfectionné au fil des siècles, représentent bien plus que des denrées alimentaires. Ils font partie intégrante de notre patrimoine culturel commun et sont au cœur de notre identité européenne. Le monde entier admire l'excellence de nos produits. Vous avez assuré la sécurité alimentaire de l'Union européenne et bien plus encore, dans des circonstances particulièrement éprouvantes. Vous avez déjà fourni d'immenses efforts pour produire de façon durable, et êtes déterminés à faire encore mieux à l'avenir. Alors que vous avez réussi la tâche ardue de produire tout au long de la pandémie, l'invasion de l'Ukraine par la Russie vous plonge de nouveau dans une situation difficile. Nous vous remercions. Nous sommes attentifs à vos inquiétudes, car il nous importe de maintenir un secteur agricole national fort et résilient. Nous condamnons ceux qui, pour des raisons idéologiques, vous reprochent de détruire l'environnement. Cela décourage les jeunes agriculteurs, en particulier, de rester dans le milieu agricole et menace notre sécurité alimentaire. Nous ne pouvons pas nous permettre de dépendre des autres en ce qui concerne nos fournitures essentielles, et surtout nos denrées alimentaires. Nous nous engageons à travailler avec vous pour

garantir un modèle agricole européen qui vous permette de vivre dignement tout en œuvrant à la préservation de l'environnement et de la biodiversité, à l'atténuation du changement climatique et au bien-être animal, sans jamais perdre de vue la valeur des approches régionale et locale. Un secteur agricole durable sur les plans économique, environnemental et social profite à tous. Nous nous concentrons sur ces trois perspectives.

Pas de nourriture sans agriculteurs: garantir les perspectives économiques et sociales des agriculteurs de l'Union

L'Union compte actuellement près de 9 millions d'exploitations agricoles, et une main-d'œuvre d'environ 17 millions de personnes. Le secteur agroalimentaire dans son ensemble, dans lequel l'agriculture occupe une place de choix, représente environ 8 % du total des emplois au sein de l'Union. Dans la plupart des États membres, les **revenus agricoles** sont toutefois bien inférieurs aux salaires moyens. En outre, depuis 2005, l'Union a perdu environ un tiers de ses exploitations, et la part des travailleurs agricoles est passée de 6,4 % de l'emploi total dans l'Union en 2005 à 4,2 % en 2020. Nous sommes déterminés à enrayer ce déclin.

Le Groupe PPE défend un modèle agricole européen compétitif, qui place les familles et les agriculteurs professionnels au cœur de **communautés rurales dynamiques** dans toute l'Union. Nous reconnaissons également l'importance de favoriser la diversité des activités économiques

dans nos zones rurales, qui contribuent à la résilience des économies rurales. Nous savons que les communautés rurales ont autant besoin d'accéder aux services que les citadins, que ce soit en matière de santé, de transport ou de soin. Nous accordons une attention toute particulière aux besoins des agriculteurs dans les régions soumises à des contraintes naturelles, comme les régions montagneuses, insulaires et éloignées, les régions ultrapériphériques et les zones dépeuplées, car l'agriculture y représente souvent le principal moteur de développement économique. Nous sommes également très attentifs aux besoins des agriculteurs dans les régions densément peuplées et fortement urbanisées, où la nature, l'économie, le logement et les activités agricoles sont étroitement liés. Nous pensons que différents modèles agricoles peuvent coexister dans l'Union et défendons la liberté de choix. Une grande diversité de modèles agricoles et de principes agroécologiques peuvent être appliqués, et vous devriez pouvoir choisir en fonction du marché, de l'orientation des entreprises, des défis agronomiques, des traditions agricoles, de la rentabilité et des coûts.

Nous avons toujours défendu une **politique agricole commune** (PAC) forte et bien financée, et nous plaiderons en faveur de l'augmentation de son budget compte tenu des défis auxquels vous êtes confrontés. Nous suivons de très près la mise en œuvre de la PAC 2023-2027 afin de veiller à ce que les plans stratégiques nationaux atteignent les objectifs que nous avons fixés. Nous sommes prêts à demander des comptes à la Commission et aux États membres si nous constatons qu'au lieu de s'alléger, le nouveau système ajoute de la complexité et des formalités administratives, si la répartition des aides est moins **équitable** et si le nouveau régime de conditionnalité ainsi que d'autres mesures environnementales mettent en péril la capacité des agriculteurs à assurer la sécurité alimentaire. Nous veillerons à ce que les prérogatives constitutionnelles des régions de l'Union en matière de politique agricole soient préservées et à ce que les agriculteurs soient traités sur un pied d'égalité dans l'ensemble des États membres. Nous estimons que les aides de la PAC doivent être réparties équitablement entre les États membres et au sein de ceux-ci. Les personnes qui seront élues en 2024 décideront de la PAC d'après 2027. Nous nous engageons à apporter toutes les améliorations nécessaires en votre faveur, et à garantir la solidité du pilier économique pour faciliter la transition vers des pratiques agricoles plus durables qui soutiennent le renouvellement des générations et vous

protègent mieux sur un marché mondial extrêmement instable. Nous pensons que les agriculteurs devraient être en mesure de corriger leurs erreurs commises de bonne foi avant de faire face à des sanctions financières, et nous insisterons pour que ce droit que nous avons obtenu pour vous dans le cadre de la PAC soit respecté.

Nous nous mobiliserons pour que la lutte contre le manque inquiétant de **renouvellement des générations** dans le secteur agricole s'intensifie, notamment en rendant les zones rurales plus attractives pour les jeunes. Sans jeunes qui décident de devenir agriculteurs, le secteur primaire disparaîtra et la vie économique dans les zones rurales s'effondrera. Seuls 11,9 % des chefs d'exploitation agricole de l'Union avaient moins de 40 ans en 2020. Cette situation n'est pas viable. Nous soutiendrons toutes les mesures permettant aux jeunes d'assurer l'avenir du secteur en relevant les défis de l'accès à la terre et au financement, en promouvant les services de conseil, l'éducation et la formation, en assurant la cohérence entre les mesures locales, nationales et européennes en faveur des jeunes agriculteurs, et au moyen de stratégies de succession d'exploitations agricoles. Nous encourageons la promotion de l'apprentissage dans le secteur agricole, les investissements dans les programmes de formation de l'enseignement supérieur, ainsi que l'accompagnement des jeunes vers l'agriculture. Nous pensons que le budget de la PAC devrait être augmenté pour les jeunes agriculteurs innovants. Nous soutenons les mesures régionales visant à rendre les régions rurales plus attractives pour les jeunes et les personnes âgées. Si nous nous réjouissons de l'augmentation de la proportion de **femmes dans le secteur agricole**, établie à 31,6 % en 2020, nous devons utiliser la PAC et d'autres outils pour aller encore plus loin. Nous avons conscience du rôle essentiel des agricultrices dans l'économie rurale. À l'aide d'initiatives commerciales appropriées, nous encourageons les mesures visant à inciter les femmes à se tourner vers l'agriculture. Nous œuvrons pour que les États membres garantissent les droits sociaux de tous les agriculteurs et de tous ceux qui travaillent dans ce secteur. Nous soutenons fermement la mise en avant du bien-être mental des agriculteurs, compte tenu des défis complexes auxquels ils sont confrontés, notamment l'incertitude financière, les risques professionnels et l'insuffisante reconnaissance de leur contribution à la société.

Nous comprenons qu'une politique agricole axée sur le marché peut exposer

les agriculteurs aux effets de l'**extrême volatilité des prix**. L'afflux massif de céréales dans l'Union qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie illustre la rapidité avec laquelle les marchés peuvent être déstabilisés, en particulier dans les pays limitrophes de l'Ukraine. Nous demandons donc que des mesures concrètes soient prises pour rétablir la stabilité du marché et indemniser les agriculteurs concernés. Nous nous engageons à redoubler d'efforts pour vous préserver des conséquences désastreuses de la volatilité des prix et à améliorer davantage les instruments de la future PAC conçus pour stabiliser les prix. Nous nous sommes battus pour perfectionner les outils de la PAC et accroître les ressources financières destinées à surmonter les crises, en offrant de meilleures possibilités de gestion des risques, en renforçant le rôle des organisations de producteurs et en améliorant la structure de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. L'adoption de la toute première directive visant à éradiquer les **pratiques commerciales déloyales** dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire a été un succès du Groupe PPE, et nous veillerons à ce qu'elle vous soit utile. La chaîne de valeur ne vous permet pas de recevoir un **montant équitable** pour vos produits. C'est scandaleux. Nous demandons une enquête approfondie à ce sujet. Vous méritez un revenu équitable, et nous poursuivrons nos efforts pour nous assurer que vous l'obteniez. Nous défendons des conditions de concurrence équitables pour tous les agriculteurs de l'Union au sein du marché unique. Nous refusons que de grandes entreprises non agricoles s'installent dans le seul but d'exploiter la PAC à des fins financières. Cet argent appartient aux agriculteurs en activité: il vous appartient!

Les **forêts** et l'ensemble de la chaîne de valeur forestière constituent une partie essentielle des zones rurales. Les forêts sont source d'emplois, assurent le bien-être économique, stockent le carbone, offrent des avantages pour la santé et luttent contre la désertification. Le Groupe PPE estime que les États membres disposent du meilleur savoir-faire en matière de gestion durable des forêts. C'est pourquoi nous respectons la compétence des États membres en matière de législation forestière. Nous apportons tout notre soutien aux agriculteurs et aux sylviculteurs de l'Union. Au cœur de l'économie circulaire, ils produisent de l'énergie renouvelable et d'autres matériaux biosourcés indispensables, et mettent en évidence que l'utilisation accrue de bois dans la construction peut transformer les bâtiments en puits de carbone. Le développement du **tourisme rural**, y compris du concept de zones rurales intelligentes, offre de nouvelles

possibilités de diversification des revenus agricoles et dynamise les zones rurales. Nous le soutenons activement.

Nous défendons l'agropastoralisme traditionnel et d'autres systèmes d'élevage en plein air et reconnaissons leur rôle dans la conservation de la biodiversité et dans le maintien de l'activité agricole dans toute l'Europe. C'est pourquoi, compte tenu des difficultés qu'entraîne l'augmentation de la population de **grands carnivores**, nous insistons sur l'urgence de veiller à ce que l'agriculture et le tourisme restent possibles dans ces zones. Le problème des grands carnivores doit être résolu au plus vite. Il est temps d'adopter une approche équilibrée en matière de gestion de la faune sauvage, qui permette une certaine souplesse au niveau régional, et qui lève le tabou sur la réévaluation du statut de protection des loups et des ours. De manière plus générale, nous devons prendre des mesures pour combler la fracture entre les zones urbaines et rurales et favoriser une meilleure compréhension mutuelle des défis auxquels sont confrontés les citoyens, d'une part, et les habitants des zones rurales, d'autre part. Encourager l'agriculture urbaine et les marchés de producteurs peut accélérer cette intégration. Nous devons contribuer à des mesures prévoyant des stratégies de communication afin que, dès le départ, les consommateurs comprennent et mesurent les efforts déployés par les agriculteurs pour s'assurer que nous ayons accès à une alimentation suffisante et qualitative. Nous nous réjouissons qu'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ait déclaré qu'un **dialogue stratégique** avec les agriculteurs devait être engagé. Nous veillerons à ce que votre voix soit entendue.

Le Groupe PPE défend une **politique commerciale ouverte et fondée sur des règles**. Toutefois, soyons clairs: les produits importés doivent satisfaire à des normes environnementales, sanitaires, phytosanitaires, de bien-être animal et sociales équivalentes à celles que nous exigeons de nos propres producteurs. Nous soutiendrons tous les efforts visant à obtenir une reconnaissance internationale de nos normes et à garantir la réciprocité, afin que vous bénéficiiez d'un traitement équitable. Il est absurde de réduire notre productivité et de déplacer la production ainsi que les effets sur le climat, tels que les fuites de carbone et la rareté de l'eau, vers des pays tiers. En outre, nous devons protéger notre production contre l'imposition de mesures de rétorsion en cas de différends commerciaux provenant d'autres secteurs. Les accords commerciaux de l'Union

doivent comporter des dispositions visant à protéger les produits sensibles. Des **clauses de sauvegarde** devraient être activées lorsque des hausses de volumes commerciaux menacent la stabilité de notre marché. Nos excellentes **indications géographiques** doivent être protégées dans tous les accords commerciaux.

Utiliser non pas l'idéologie, mais l'innovation et l'investissement comme moteurs d'une agriculture plus verte au sein de l'Union

Les investissements dans les **technologies** de pointe et l'accès à celles-ci sont essentiels pour préserver la compétitivité de l'agriculture européenne sur le marché mondial, maintenir des normes strictes et garantir des méthodes de production durables et conformes aux attentes de la société. Qu'il s'agisse de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer le bien-être animal ou d'utiliser moins d'intrants, nous pensons que la recherche et l'innovation permettront d'obtenir de meilleurs résultats que la simple imposition d'objectifs dans une approche descendante. Nous demandons que l'accent soit de nouveau mis sur la **recherche et l'innovation** agricoles dans tous les États membres, en s'appuyant sur les priorités de l'Union et en tenant compte des dimensions régionales. Nous devons intégrer des technologies de pointe pour atténuer l'impact environnemental, sans nécessairement réduire notre production agricole. Opter pour une agriculture de précision et des innovations respectueuses de l'environnement permettra non seulement de stimuler la productivité, mais aussi de réduire au minimum l'empreinte environnementale. Nous demandons des procédures d'approbation beaucoup plus efficaces et rapides pour les nouvelles techniques et les solutions de remplacement. Nous avons besoin d'investissements supplémentaires dans les technologies et les infrastructures, dans les systèmes de gestion de l'énergie et dans un internet accessible, fiable et rapide dans les zones rurales. Nous devons renforcer l'interopérabilité, les compétences numériques, les pôles d'innovation numérique et développer de nouveaux modèles d'entreprise et de gouvernance. Nous nous efforcerons d'augmenter le budget du programme de recherche **Horizon** consacré à l'agriculture, à l'alimentation et à la bioéconomie, et

insisterons sur la nécessité d'améliorer l'accès au marché pour les nouveaux innovateurs de plus petite envergure. Nous devons redoubler d'efforts pour faire en sorte que le savoir-faire soit rapidement transféré au niveau des exploitations au moyen d'un **système de conseil agricole** amélioré. Nous continuerons de promouvoir activement le recours à l'intelligence artificielle, aux mégadonnées, à la numérisation et à l'utilisation de la technologie spatiale européenne pour optimiser la gestion des terres. Nous poursuivrons le développement d'initiatives prometteuses telles que les **villages intelligents**.

Nous pensons qu'un processus décisionnel **fondé sur la science**, permettant l'utilisation des nouvelles technologies, conduit plus facilement à un secteur agricole plus durable que les approches purement «idéologiques». Par exemple, autoriser l'utilisation de **nouvelles techniques de sélection** dans l'Union permettra non seulement aux agriculteurs de produire des cultures nécessitant moins d'intrants, tels que l'eau, les engrais et les pesticides, mais aussi de prétendre à des investissements et à des emplois en recherche et développement dans toute l'Europe. Nous insisterons néanmoins pour que les nouvelles techniques de sélection soient compatibles avec les obtentions végétales et le droit des brevets en vigueur. Nous pensons que les agriculteurs sont capables de diversifier leurs revenus et d'obtenir d'importants avantages environnementaux grâce à la mise en place d'initiatives volontaires et axées sur le marché dans le domaine de l'**agriculture carbonée**. Nous nous engageons à faire en sorte que de tels systèmes soient mis en place avec le moins de formalités administratives possible. Nous devons accroître notre production européenne de **protéines** pour les aliments destinés tant à l'alimentation humaine qu'animale. Nous croyons à l'innovation et aux infrastructures nécessaires pour accroître la **circularité**, telles que l'utilisation de **flux résiduels** et de fumier pour produire de l'énergie renouvelable dans les exploitations ou pour remplacer des engrais chimiques coûteux. En plus d'être bénéfiques aux sols, ces techniques réduisent les émissions de CO₂ liées à la production d'engrais.

Nous considérons la PAC comme le principal moteur d'une agriculture plus innovante, plus compétitive et plus durable en Europe. Nous avons montré que nous sommes prêts, si nécessaire, à rejeter des propositions législatives inconsidérées qui tentent de se substituer à la PAC, de récupérer ses fonds et de vous imposer de nouvelles contraintes sans offrir d'alternatives viables

ni d'indemnisation. Les propositions relatives à la **restauration de la nature**, aux **pesticides** et aux émissions industrielles en sont l'exemple. Ce n'est vraiment pas le moment de mettre en péril notre sécurité alimentaire. Au contraire, nous devons intensifier durablement notre production afin de garantir la disponibilité des denrées alimentaires au sein de l'Union et au-delà, en particulier à un moment où la Russie menace les exportations de céréales vers le continent africain et d'autres régions vulnérables. Nous rejetons les propositions qui compromettent vos droits de propriété et qui ne font pas l'objet d'analyses d'impact complètes, notamment en ce qui concerne la viabilité des exploitations agricoles et le renouvellement des générations. Vous ne devriez pas être les seuls à payer le prix de la durabilité!

Le Groupe PPE soutient les agriculteurs et les efforts considérables qu'ils ont déjà déployés pour rationaliser l'utilisation de l'**eau**. Nous devons les aider davantage pour permettre une utilisation plus durable de cette ressource. Nous estimons que de nouveaux investissements dans les infrastructures hydrauliques et les technologies d'adaptation au changement climatique sont essentiels pour l'avenir du secteur agricole dans les États membres les plus vulnérables aux effets de la rareté de la ressource en eau et de la sécheresse.

*Nous avons conscience que vous êtes confrontés à l'immense défi de produire plus et mieux sur un marché mondialisé très compétitif, tout en réduisant votre impact environnemental, alors que vous subissez directement les effets du changement climatique. Nous ne pouvons pas exiger que vous déployiez toujours plus d'efforts tout en étant moins soutenus. Nous savons que le marché récompense rarement les coûts de production élevés qu'entraînent les pratiques plus durables. Enfin, nous souhaitons faciliter l'émergence d'un **nouveau consensus** au sein de la société. Nous voulons que les consommateurs défendent et promeuvent réellement les denrées alimentaires produites de manière plus durable et qu'ils en tiennent compte dans les choix qu'ils font dans leurs épiceries locales.*